



CONFERENCE DE PRESSE DE JEUDI LE 05/08/2021

Mesdames,

Messieurs les journalistes,

1. Bienvenus à cette conférence de presse où la Commission Vérité et Réconciliation souhaite vous entretenir, à cœur ouvert, sur l'état actuel des enquêtes et investigations sur les violations des droits de l'homme et les fosses communes de la crise de 1972 en Mairie de Bujumbura et ses environs. Pour rappel, nous avons déjà effectué les mêmes opérations dans les provinces de Gitega, Karusi, Makamba, Rumonge, Bururi, et tout récemment à Kirundo et à Muyinga.
2. La méthodologie de la CVR est simple et claire : pour connaître la vérité sur cette crise de 1972, nous menons des contacts et des audiences auprès des représentants des institutions. Nous tenons des réunions d'information et de sensibilisation auprès des mêmes responsables dans le but de leur demander un accompagnement et un soutien. Nous menons une campagne médiatique ; nous visitons les archives disponibles ; nous identifions des sites pour les auditions. Nous menons des enquêtes proprement dites ; nous identifions les auteurs présumés et les sauveteurs. Nous identifions, confirmons et exhumons des fosses communes. Nous visitons les lieux de la mémoire ; nous auditionnons les témoins, les victimes et les autres personnes ressources... qui acceptent de témoigner.
3. Pour le cas de la Mairie de Bujumbura, en date du 22 juillet dernier, nous avons tenu une réunion d'information avec les autorités administratives. Celles-ci nous ont rassuré de leur appui et elles le font correctement. Depuis le 27 juillet 2021,

nous avons commencé à nous déployer dans les 13 zones des 3 communes urbaines de Bujumbura. Les travaux de lancement officiel des activités se sont déroulés dans la zone Ngagara, au lieu communément appelé « Zion Temple ».

4. Depuis lors, nous avons déjà auditionné plus de 50 personnes ayant un âge variant entre 60 et 85 ans, des hommes et des femmes, des veuves et des orphelins, d'anciens fonctionnaires, d'anciens chauffeurs, d'anciens étudiants, ... qui nous ont parlé de la manière dont ils ont vécu la crise de 1972 à Bujumbura.

Mesdames,

Messieurs les journalistes,

5. Pour résumer, les propos tenus par certains témoins auditionnés font peur. Ces témoins ont déjà révélé à la CVR que :
 - Les institutions, l'Armée, l'Administration, la Sûreté, le parti UPRONA, la JRR... étaient directement impliqués dans les arrestations et les tueries ;
 - Les tueries visaient une partie de la population, les Bahutu ayant fait des études ou ayant un niveau de vie aisé ;
 - Des fosses communes ont été creusées à Buterere par des machines du Ministère des Travaux Publics avec la participation de chauffeurs zairois pour la plupart ;
 - Des pillages ont été faits systématiquement dans des maisons de l'Etat dont les veuves et les orphelins ont été expulsés ;
 - La suite fut une vie de galère, une vie de dures épreuves pour les veuves et les orphelins ;
 - Il y a eu des cas de Batutsi qui ont tenté de s'interposer en faveur des innocents et qui ont été tués par leurs confrères Batutsi ;
 - Un cas rare d'une famille de Buhonga qui a pu organiser le deuil, alors que dans le reste du pays, cela était interdit ;
 - Des élèves ayant réussi des examens d'admission à l'école secondaire, n'ont pas trouvé de place pour poursuivre les études ;

- De nombreux parents ont été découragés par les arrestations de fonctionnaires et des intellectuels, et ont empêché à leurs enfants de poursuivre leur scolarité ;
- Les militaires disaient qu'ils étaient à la recherche des insurgés Mayi Mulele venus aider les Bahutu à faire la guerre au Burundi ;
- Un couvre-feu et des barrages sur les routes ont favorisé les arrestations des victimes qui auraient tenté de fuir ;
- De nombreux citoyens innocents étaient arrêtés sur base de listes préétablies ;
- A Buyenzi, plusieurs Bahutu ont dû changer de nationalité en disant qu'ils étaient zaïrois dans le but d'échapper aux rafles ;
- Le Président Michel Micombero a demandé un renfort militaire à son homologue du Zaïre Mobutu. A l'arrivée des militaires zaïrois, ceux-ci ont constaté qu'il n'y avait pas de parties en conflit, mais des massacres organisés sur base ethnique ;
- Les victimes étaient arrêtées, conduites dans des camps militaires où elles étaient tuées à la baïonnette, achevées à coups de bâtons, à coups de fer à béton ou fusillés ;
- Les familles qui tentaient de leur apporter la nourriture au Commissariat n'étaient pas autorisées à les voir ;
- Des jeunes en formation militaire (des sous-officiers) ont été assassinés ;
- Des bambous pointus amenés par des camions dits 'Pfwurira' ont été utilisés pour achever les victimes ;
- Les arrestations s'opéraient soit à domicile, soit au service, soit sur des barrages routiers ;
- Des victimes étaient embarquées à bord des véhicules, sous la torture des militaires assis sur elles ;
- Les arrestations visaient essentiellement des hommes adultes et valides, même si quelques femmes ont été aussi tuées ;
- Il était interdit de passer d'une commune à une autre sans être muni d'un laissez-passer dûment signé par l'autorité provinciale ;

- Certains Batutsi furent aussi assassinés par leurs confrères, victimes de règlements de compte ;
- L'Etat burundais, le Président de la République en 1^{er} est responsable des massacres des populations ;
- A Bujumbura, les fosses communes étaient souvent creusées pendant la journée pour recevoir des cadavres pendant la nuit ;
- Des militants de la JRR étaient très actifs dans la traque des Bahutu à qui ils faisaient subir la torture aux couteaux ;
- Lors des arrestations sur les barrières, les victimes à abattre étaient déshabillés et humiliés publiquement en disant qu'ils cherchaient sur leurs corps des scarifications (*indasago*) ;
- Les victimes étaient battues avec des marteaux sur la tête. Les autres étaient transpercées de couteaux. Il y a des victimes dont les bourreaux attachaient fortement les mains derrière le dos jusqu'à ce que mort s'en suive après deux ou trois jours ;
- Les militants de la JRR dont parlent les témoins auditionnés par la CVR ces derniers jours à Bujumbura agissaient sous la supervision des autorités administratives ;
- Les victimes étaient accusées d'être des traîtres, des Bamenja, ou d'avoir acheté des machettes pour tuer des Batutsi ;
- Les victimes étaient aussi ciblées par leur faciès (nez épatés) ;
- Les veuves et les orphelins ont subi la discrimination dans l'entourage et dans les écoles ;
- Le deuil et la levée de deuil étaient interdits ;
- Les victimes emmenées dans les camps militaires étaient tuées entre 19h et minuit par des militaires ;
- Certaines victimes ont été enterrées vivantes dans des fosses communes de Buterere ;
- Parmi les nombreux témoignages déjà reçus par la CVR, citons enfin le cas d'une dame qui fut relâchée du cachot après avoir donné une rançon équivalente à 80.000 francs...

Mesdames,

Messieurs les journalistes,

6. En Mairie de Bujumbura, il n'y a pas que les veuves et les orphelins qui ont parlé. Même les archives sont en train de parler ... Les archives renseignent sur les noms des personnes arrêtées en mai 1972 ; sur les véhicules et les maisons saisis ; sur les comptes bancaires saisis ; sur les personnes condamnées à mort par le Conseil de guerre de mai 1972 ; sur les discours politiques de l'époque, etc... Dans nos investigations au Ministère de la Justice, au Parquet Général, au Ministère de l'Éducation, aux Publications de Presse Burundaise, à la RTNB... nous trouvons que depuis l'instauration de la République, il y a eu de tous temps, et surtout à la veille de la catastrophe de mai et juin 1972 des moments difficiles où des citoyens innocents étaient accusés de :
 - Distributions des écrits excitants les populations contre les pouvoirs établis ;
 - Réactionnaires monarchistes, donc antirépublicains projetant ou préconisant le retour à la monarchie ;
 - Propagation de tracts et de rumeurs contre le Président Michel Micombero et les autorités du pays ;
 - Tenue de réunions à caractère subversif....
7. Au ministère de l'Éducation nationale, des fonctionnaires et des enseignants tués ont été révoqués sous l'accusation de poursuites judiciaires, de démission, ou de désertion alors qu'ils avaient été tués. Nous avons même trouvé une lettre de mise en disponibilité glissée dans un dossier personnel d'un fonctionnaire tué.
8. A l'École Nationale d'Administration, une cinquantaine d'élèves ont disparu à cette école qui en comptait autour de 150.
9. A l'Athénée Royal de Bujumbura, la CVR a documenté des cas d'arrestations des élèves bahutu blessés par leurs condisciples à la veille de la Fête de l'Ascension en 1972.
10. Au Collège du Saint Esprit géré par les Pères Jésuites, il n'y a pas eu beaucoup d'arrestations, mais des élèves Batutsi parmi les grands, armés de couteaux et de pierres s'étaient répartis aux côtés des condisciples Bahutu auxquels ils ont

infligé des coups atroces. Un prêtre européen courageux s'est interposé pour réduire la tension.

11. A l'ETS de Kamenge, des élèves ont été emportés vers une destination inconnue par un officier de l'armée en date du 17 mai 1972. L'officier, un mégaphone à la main a dit : « **Il y a des élèves qui doivent être arrêtés. Je vais procéder à l'appel. Celui qui entendra son nom va se lever les mains en l'air, avancer en direction des camions et monter à bord et coucher à plat ventre** ». Tous les élèves arrêtés ce jour-là sont morts. Et l'Etat burundais n'a jamais dit aux parents où sont passés leurs enfants... C'est cette partie de la vérité qu'il faut dire aux familles des victimes ; qu'il faut rappeler aux familles des présumés auteurs et qu'il faut raconter au Burundi et au monde.

Mesdames et messieurs les journalistes,

12. Nous pourrions multiplier les exemples, car cela s'est aussi passé à l'Université Officielle du Burundi. Mais parlons des exhumations, puisque toutes ces victimes ont été jetées dans des fosses communes. La date du 28/07/2021 est à considérer comme celle du début effectif des exhumations proprement dites des victimes des violations des droits humains commis en 1972 dans la ville de Bujumbura. L'activité s'est déroulée surtout au Quartier 1 à **Buterere**, Cellule 4 au lieu-dit « *Ku bumwe* ». Ainsi 3 fosses communes ont été vérifiées et une autre a été confirmée sous le pied d'un bananier.
13. Des témoins ont révélé à la CVR que les victimes étaient amenées à cet endroit par des militaires à bord des camions. Ces victimes, des intellectuels pour la plupart, étaient originaires de différentes provinces du pays mais principalement des provinces Bubanza et Bujumbura. Ces fosses communes se trouvent dans un sol sablonneux mélangé au gravier dans une zone marécageuse. Le gravier a été utilisé pour remblayer le marais. D'autres ossements sont encore visibles près des maisons d'habitation. Ils ont été jetés à cet endroit lors de la construction des maisons, selon les mêmes témoins.
14. En date du 30/07/2021, une autre fosse commune datant de 1972 a été vérifiée et confirmée dans la commune Ntakangwa, zone Buterere, localité de Buterere

1, au même endroit dit « ku bumwe » dans une propriété foncière appartenant à un citoyen. C'est dans un champ d'amarantes à 17 m de la première fosse commune exhumée. Cette fosse commune du quartier Buterere 1, cellule Ubumwe a vu des restes humains exhumés. Des ossements, habits et ceintures ont été exhumés dans la fosse commune confirmée. La fosse mesure 6.3 m de longueur, 3.6 m de largeur et 1.10 m de profondeur. L'exhumation de la fosse est déjà achevée.

15. La veille, soit le 29/07/2021, deux fosses communes avaient été vérifiées mais non confirmées à ce lieu-dit « Ku bumwe » dans à Buterere, Zone Ngagara, Commune Ntakangwa. Elles sont situées non loin de la fosse commune qui avait été confirmée au même endroit en date du 27 juillet 2021. Certains ossements humains ont été exhumés.

16. En date du 31/07/2021, les exhumations se sont poursuivies en commune Ntakangwa, à Buterere, quartier Buterere 1, dans la cellule dite « Ku bumwe » (ou Gbadolite). Le constat est que la fosse commune s'étend sur toute une parcelle. Il va sans dire que les recherches et les exhumations continuent dans d'autres endroits.

17. Nous avons été informés qu'à la Paroisse Saint Augustin de Buyenzi, se trouverait aussi une grande fosse commune. Elle nous a été renseignée par un chauffeur à la retraite.

18. Les machines bulldozers creusaient durant la journée des fosses communes à Buyenzi et à Buterere pour accueillir les corps des victimes. Les mêmes machines faisaient une autre rotation de minuit à l'aube pour le dépôt des terres sur les corps des victimes jetées mortes ou vivantes dans les fosses communes. Les points de rassemblement et de tueries étaient le Camp Base à Musaga, le Camp Buyenzi et le Camp Ngagara.

19. Pendant que l'administration organisait la préparation des fosses communes, plusieurs chauffeurs congolais ont été utilisés. Selon les témoins auditionnés par la CVR, ils ont été tous tués à la fin de cette mission. Parmi eux, certains étaient conducteurs de machines qui creusaient les fosses communes et qui déposaient une masse de terre sur des corps des victimes ; d'autres étaient

chargés de collecter les voitures pillées des victimes Bahutu dans les quartiers.
Toutes ces voitures ont été rassemblées dans le Camp Base à Musaga.

20. Voilà, chers amis journalistes, où la CVR en est aujourd'hui. Nous profitons de cette conférence de presse pour remercier les personnes qui ont déjà témoigné et invitons les autres à éclairer la vérité du passé douloureux de notre pays.

Merci pour votre aimable attention !